

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 810 6 mars 1986

Rédactrice responsable:
Francine Crettaz

Abonnement
pour une année: 60 francs,
jusqu'à fin 1986: 50 francs
Vingt-troisième année

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021/22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Yvette Jaggi
Marc-André Miserez
Charles-F. Pochon

Points de vue:
Jeanlouis Cornuz
Catherine Dubuis

810

Le faux, partout

En période de grave crise collective, l'individu cherche tout naturellement son salut dans le repli — non pas le retour — sur soi. La découverte d'un abri passe loin devant la recherche de l'authenticité. Du coup, la sécurité prime la vérité, avec tous les accommodements que cette priorité peut supposer. Il suffit dès lors de rendre les faits simplement vraisemblables et les discours crédibles, comme on dit désormais. Par leur message, ceux qui maîtrisent les techniques de la communication — commerciale ou politique — délivrent et imposent l'image d'une réalité fabriquée. Publicité et propagande confondues, le marketing s'empare des mots et des objets dont il biaise la signification.

Ainsi, comme à chaque époque de crise, relève l'éditorialiste de la revue Autrement, on note la généralisation de syndromes de dégénérescence: «Recrudescence du faux, goût pour les apparences (le look, l'emballage), désir d'éphémère (jamais on n'a moins épargné, plus dépensé), soif de sensationnel et de rêve pour échapper aux trop cruelles vérités.»

Tout se passe comme si, dans la dérive générale des valeurs, le faux pouvait tenir lieu de réel; d'où la vogue actuelle du factice, du simulacre, d'un certain kitsch version années 80. Le toc contemporain ne s'étale pas seulement dans les vitrines de boutiques fo-foles et autres magasins de décoration intérieure. Au nombre des artifices actuels, il faut aussi compter les immeubles climatisés, les couleurs criardes, les musiques «dures», les stars instantanément célèbres et consommées, les guerres totalement froides, les chocs délibérés des images surtout, mais aussi des mots (slogans, flashes d'information).

Condamnée à l'expression toujours plus violente, l'ère du faux donne à ce dernier un attrait certes douteux, mais dont le pouvoir de séduction opère très largement. Au point que l'on peut se demander si le faux ne devient pas une sorte de valeur-refuge, à défaut d'un mieux peut-être oublié — pour combien de temps?

Mais s'agit-il bien d'une réaction à la crise actuelle, d'une fuite dans le faux pour mieux échapper au désarroi provoqué par le manque de références ressenties comme valables? Après tout, voilà bien un quart de siècle qu'Umberto Eco tient ses chroniques de correspondant sur le front de «La guerre du faux»; et depuis une vingtaine d'années, le sociologue français Jean Baudrillard s'obstine à nous expliquer le sens des objets-signes — en clair le primat de la forme sur le fond, du contenant sur le contenu, de la marchandise sur l'idée. Pour ces deux auteurs au moins, l'idéologie du factice et la vogue du simili ont depuis longtemps, avec un goût toujours plus impatient de l'éphémère, envahi les esprits des consommateurs et, sans doute aussi, des citoyens.

Pour retrouver leur âme, pour renouer avec le doute salutaire, ces derniers seraient bien inspirés de lire Eco ou Baudrillard: l'un et l'autre dénoncent impitoyablement ce qu'ils appellent les stratégies de l'illusion (que Baudrillard qualifie de fatales), et traquent sans merci les faux-semblants de toutes sortes qui pourraient nous tenir lieu de réélités.

A lire la presse, même celle qui ne cherche pas continuellement le scoop ni la sensation, à observer le pouvoir des images, même des non télévisées, on voit bien que le faux vit présentement l'une de ses grandes époques. Protéiforme comme jamais, il ne se limite pas à l'esthétique, champ classique du toc, du kitsch et de l'imitation. Aujourd'hui, le faux s'infiltré partout, jusque dans nos cœurs si nous n'y veillons pas.

Y. J.

Le faux mis en recueils

Deux recueils viennent de paraître, consacrés l'un et l'autre à l'idéologie du faux et à la description des multiples formes prises par le grand simulacre contemporain.

La revue-livre *Autrement* (N° 76/janvier 1986) présente «L'ère du faux» comme une suite quasi naturelle de la crise. Car c'est au début des années 80 qu'aurait commencé «la vogue du factice, du simili et du simulacre, du trompe-l'œil et du clin d'œil». Partout l'illusion triomphe aujourd'hui: dans l'art (et pas seulement chez les faussaires), dans les rapports sexuels (où les images deviennent véritables objets de désir), dans la politique aussi bien sûr (commentaire superflu).

En une quarantaine de textes, entrecoupés par des photos (souvent des montages comme il se doit), *Autrement* met en évidence la fragilité du réel, la diversité des impostures et l'extrême difficulté à démêler le vrai du faux, pour se lancer finalement dans le rêve proposé par les organisateurs de spectacles et autres metteurs en scène de la vie.

Quant à Umberto Eco, l'auteur du «Nom de la rose», il nous livre, sous le beau titre de «La guerre du faux» (Grasset, 1985), la reprise d'une bonne trentaine d'articles publiés au cours des vingt-cinq dernières années dans divers périodiques italiens. Recueil fantastique de textes incisifs sur la société de consommation, de Californie ou d'Europe. Il faut lire au moins les «chroniques du village global», et accomplir avec U. Eco «un pèlerinage pieux à l'un des sanctuaires de la communication de masse», soit à la Foire de Milan.

Pleines de finesse et d'humour, les observations et analyses d'Eco mettent en œuvre «le flair sémiologique» voulu par Roland Barthes, qui appelait ainsi «cette capacité que chacun de nous devrait avoir de saisir du sens 1: où on serait tenté de ne

voir que des faits, d'identifier des messages 1: où on serait incité à ne voir que des gestes, de subodorer des signes là où il serait plus commode de ne reconnaître que des choses».

«L'ère du faux» et «La guerre du faux»: deux recueils à lire pour mieux connaître le toc suprême et signifiant, version contemporaine.

VALLÉE DU FLON

Le choix du siècle

Au cœur de Lausanne, neuf hectares d'entrepôts à remodeler. Depuis cinquante ans, les extraordinaires possibilités ainsi offertes de recréer un nouveau centre ont fait rêver. Des études ont suivi les modes, mais sur le terrain rien ne bougeait.

Aujourd'hui, un projet, ou une absence de projet, est déposé sous forme d'un plan d'extension. C'est complètement manqué. Nous en parlerons ici longuement.

Un seul exemple, en guise d'introduction. La ligne du Lausanne-Echallens-Bercher (LEB) qui dessert la banlieue lausannoise et la proche campagne devrait aboutir à la Gare du Flon, au même titre que le futur tram des Universités, au même titre que les grandes lignes de trolleybus.

Or, il restera à un kilomètre de là. Rail 2000 ne cite le raccord du LEB au centre de Lausanne que pour mémoire. Je me souviens pourtant des grandes mobilisations de la Ville de Lausanne pour convaincre avec l'appui de l'Etat l'Office fédéral des transports de la nécessité d'une liaison avec le centre et la gare.

Aujourd'hui, l'abandonné!

Ce seul fait en guise d'introduction à une présentation critique du projet «Vallée du Flon».

A. G.

RADIOS LOCALES

Quand les PTT disposent

Radio Acidule, la radio locale «au goût différent», celle qui prétend poser «un autre regard» sur l'actualité, voit à nouveau sa survie menacée, cette fois par une décision des PTT qui vont lui imposer à fin mars un deuxième changement de fréquence. Pour une station au budget mensuel de 6000 francs, il s'agit d'une véritable catastrophe: le papier à lettres, les enveloppes, les autocollants doivent être réimprimés, les «jingles» réenregistrés, sans parler de tous les auditeurs occasionnels qui dès le premier avril ne retrouveront plus leur station sur le canal habituel. Le coût total de l'opération est estimé à plus de 25 000 francs.

Certes, la décision des PTT ne touche pas exclusivement Radio Acidule: plus de la moitié des 41 radios locales qui émettent en Suisse devront changer de canal d'ici à 1987, pour se conformer aux décisions prises par la Conférence internationale sur le réaménagement de la bande FM pour l'Europe et l'Afrique du Nord. Il n'empêche que la pilule est amère pour la petite station, fondée en avril 1984 à l'instigation de l'Association pour une radio démocratique à Lausanne, et grâce à la mise de fonds du Parti socialiste, du POP et de l'USV et à de nombreux dons privés. D'autant plus amère qu'Acidule a déjà dû subir une fois les rigueurs d'un changement de fréquence, ceci avant même le début de ses émissions, au moment où tout le matériel publicitaire était déjà prêt. Les PTT lui avaient attribué par erreur un canal qui n'était pas disponible.

Dans la première phase de son existence, Acidule emploie des journalistes et un technicien professionnels, les animateurs travaillant à titre bénévole. Mais très vite, la radio s'enfonce dans les chiffres rouges, les charges sont trop lourdes pour

des rentrées insuffisantes, notamment au niveau publicitaire: les annonceurs hésitent en effet à investir dans un support qui revendique un peu trop haut son étiquette de radio de gauche.

Fin 1984, c'est la crise: Acidule doit se séparer de ses professionnels et recourir au seul bénévolat pour pouvoir continuer à émettre. Malgré cela le ton des émissions est maintenu grâce à l'enthousiasme de quelque 120 personnes. C'est ainsi que la couverture réalisée par Acidule des élections communales lausannoises a même impressionné les pontes de la RSR. Pour les cantonales, la radio a également programmé des émissions spéciales sous forme de portraits et de débats, qui ont connu un taux d'écoute tout à fait remarquable. Côté information toujours, Acidule se veut la radio qui donne la parole aux individus et aux groupes souvent ignorés des grands médias. Une large place est accordée à l'actualité locale, qu'elle soit culturelle ou politique. Acidule est la seule radio qui donne régulièrement les comptes rendus des séances du Conseil communal de Lausanne.

Les émissions d'animation sont toutes «ciblées» sur une certaine catégorie d'auditeurs. C'est ainsi qu'à côté de la musique «branchée», on peut également entendre de la musique classique, de la musique italienne et espagnole, de la chanson française, du jazz, etc. Il y a aussi des émissions de services, pour les immigrés espagnols, le troisième âge et même... les amateurs de bande dessinée.

SURVIE MENACÉE

Le retour au bénévolat intégral a permis de boucler les comptes de l'exercice 1985 en épongeant complètement les dettes. Dans ces conditions, l'obligation de changer la fréquence arrive comme un ouragan dans un ciel enfin redevenu serein. La direction d'Acidule a tenté deux démarches, auprès des PTT et auprès de Léon Schlumpf, pour obtenir

au moins un dédommagement financier. Elle s'est heurtée à une fin de non-recevoir. Tout récemment, un recours de droit administratif a été déposé sur la base d'un fait nouveau: une radio française émet actuellement à deux points de la nouvelle fréquence attribuée à Acidule. Contactés par la direction, les responsables de Radio-Services (Thonon) déclarent n'avoir reçu aucune indication quant à un prochain changement de canal. Or, pour un confort d'écoute normal, il faut compter un écart de quatre points entre deux stations. Avec Acidule à 102.8 mhz et la radio savoyarde à 103, les deux postes vont fatalement se neutraliser l'un l'autre.

Malgré les démarches récentes, intervention parlementaire comprise, l'optimisme n'est pas de mise dans les studios d'Acidule où l'on constate par ailleurs que la puissante Radio L (du groupe *24 Heures*) échappera cette fois encore au changement de fréquence. Tout laisse à penser que les PTT attribuent les fréquences en fonction de l'importance des stations. Acidule n'entre pas dans la catégorie des «grandes» radios locales, non pas en raison de son indice d'écoute (des sondages réalisés l'an dernier lui donnaient un taux d'audience de 10,3% sur Lausanne et de 6,5% sur Genève), mais parce qu'avec son émetteur de 100 watts elle se conforme strictement aux normes de l'Ordonnance fédérale sur les essais de radiodiffusion locale. De son côté, Radio L, qui a obtenu une dérogation, arrose la région avec deux émetteurs totalisant une puissance de... 1200 watts! «Acidule aurait aussi pu demander une dérogation», rétorquent les PTT.

EXPANSION

La progression des tirages de la *Neue Zürcher Zeitung* et du *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais* se poursuit. La *NZZ* a réalisé un tirage contrôlé moyen de

Quand on connaît le prix d'un émetteur de radio, on voit aisément à quel étalon se mesure la liberté d'expression.

ET LA LIBERTÉ?

La mort d'Acidule, qui émet actuellement sur le canal 95.6, soit à huit points de «La Première» dont elle se considère comme complémentaire, représenterait un pas de plus vers la disparition des médias d'opinion. La très libérale *Gazette de Lausanne* avait d'ailleurs pris, en 1985, fait et cause pour la radio de gauche lausannoise en invoquant précisément la défense de la presse d'opinion. En outre, les juges de la 2^e cour de droit public du Tribunal fédéral, appelés la semaine dernière à se prononcer sur un recours déposé par Radio 24, ont exprimé leur crainte de voir se constituer des monopoles de fait des grandes radios locales. Le président Patry a fait à cette occasion une allusion à la situation lausannoise, probablement pire que celle de Zurich ou même de Berne.

Il est bien clair que la disparition de l'alternative Acidule donnerait un monopole à la commerciale Radio L. Reste à savoir si le public y trouverait son compte et si, de position dominante en monopole on ne finira pas par faire sauter toutes les limites posées pour les essais de radios locales. **MAM**

N.B. L'Association des auditeurs d'Acidule FM (adresse utile: Place Chauderon 5, 1003 Lausanne) lance un bulletin trimestriel «Acidule News» pour l'information de ses membres. La cotisation minimum est de 20 francs par année et permet de soutenir l'existence de la radio. Ccp 10-5114-9.

141 521 exemplaires pour 1985 (+4007 par rapport à octobre 1984). Le tirage moyen de décembre 1985 était de 144 115 exemplaires. Quant au *Nouvelliste*, son tirage a passé de 41 958 exemplaires en novembre 1983 à 43 062 au contrôle de janvier 1986.

Stabile

Intéressant de comparer Vaud, Neuchâtel et Genève. Le Parti libéral y recrute ses forces. Dans les trois cantons, il a tenté d'obtenir une représentation renforcée à l'Exécutif. Avec succès à Genève et Neuchâtel, sans succès dans le canton de Vaud.

Première remarque, dans aucun des trois cantons, l'avance de la droite n'a pu se faire, malgré d'amples variations dans la force électorale des partis au détriment de la gauche socialiste. Le socialisme romand est trop solidement ancré pour que les citoyens acceptent de le reléguer sur un strapontin afin d'y jouer le rôle d'un observateur. Prétendre viser la représentation socialiste et des conseillers d'Etat sortants était une erreur d'appréciation politique, particulièrement chez les Vaudois qui ont un sens aigu de la proportionnelle. L'analyse même superficielle de l'élection des municipalités le révélait à l'évidence.

A partir du moment où l'ambition libérale devrait s'affirmer comme une volonté de rééquilibrage du centre-droit, il serait nécessaire d'aller jusqu'au bout d'une logique de l'indépendance et de l'autonomie. Rester dans l'Entente, tout en faisant bande à part, n'est pas payant. Dans une interview, M. Leuba, conseiller d'Etat libéral, à propos de je ne sais quelle déclaration radicale signifiant aux libéraux que, s'ils ruaiement trop dans les branards, ils pourraient le regretter, déclarait que c'était là du «totalitarisme». Le mot par son excès est révélateur. La menace en fait ne pouvait viser que le partage des prébendes du pouvoir (préfecture, siège au Conseil des Etats, etc.). Ce «totalitarisme»-là, les partis qui se présentent seuls, sous leurs propres couleurs, le connaissent depuis longtemps. Qu'on puisse appeler «totalitarisme subi»

le prix de l'indépendance politique montre qu'il reste encore quelques pas à franchir. Plus de liberté, certes ce n'est jamais trop demander, mais la liberté ça se paie.

A Genève, canton urbain, où les mots d'ordre pour ou contre une personnalité circulent vite dans de très variés canaux, à Neuchâtel où la tradition radicale n'a pas le même enracinement historique que dans le canton de Vaud, les rééquilibrages sont ou ont été plus aisés. Les constances historiques se révèlent plus fortes que les idéologies du jour.

L'IMAGINATION ET LA VULGARITÉ

Ce qui a desservi (après l'avoir servi) le Parti libéral, c'est le ton poujadiste constant de sa propagande. Ecrire tout au long d'une campagne dans les annonces de presse «il est temps que l'Etat descende de notre dos et sorte ses mains de nos poches» n'est pas digne d'un parti qui a compté dans ses rangs des penseurs et des hommes d'Etat de haute tenue. Ce ne fut même pas l'emporte-pièce d'un slogan qu'on lance dans le forcing du dernier round, ce fut répétitif, révélateur d'un certain cynisme dans le choix des moyens de propagande.

La dépolitisation, qui est le propre des nouvelles générations, et les défis de la société contemporaine commanderaient un autre ton.

MAIS ENCORE...

Le Parti UDC, avec 13 députés sur 200, apparaît, quelle que soit l'indépendance d'esprit de certains de ses militants, de plus en plus prisonnier politiquement du Parti radical. Le Parti socialiste révèle sa bonne résistance, son implantation élargie dans presque chaque arrondissement. Il s'en tire bien. C'est honorable puisqu'il était défié. Reste à retrouver ou à créer des objectifs et des projets mobilisateurs. Autre question!

Un dépouillement spectaculaire

La télévision locale privée zurichoise «Zürivision» (Ringier - Roger Schawinski) a obtenu une concession limitée pour la présentation des candidats à l'élection de l'Exécutif de la plus grande ville suisse (350 000 habitants) et pour le dépouillement des votes le dimanche après-midi. Un exercice périlleux mais réussi: effectué par des professionnels capables d'investir 300 000 francs dans l'opération.

Le 2 mars à 16 heures: début de l'émission. Le dépouillement dans le premier des douze cercles est terminé. En tête, les deux candidats syndicalistes, Emilie Lieberherr et Jürg Kaufmann. Au milieu du peloton de tête, le maire radical; l'autre candidat radical est menacé sans que le radical dissident soit en position d'être élu; la socialiste Ursula Koch est en droit d'espérer une élection. Y aura-t-il un deuxième socialiste avec elle? L'incertitude se dissipe vers 18 heures. Le deuxième démocrate-chrétien distance le deuxième socialiste. Au Conseil communal (législatif) s'annonce un recul des grands partis, mais surtout des radicaux.

Dans le studio de «Zürivision», installé dans le hall de la maison de presse de Ringier, les personnalités arrivent, partent, sont interrogées, observent. En coulisse, le journaliste et directeur, Frank-A. Meyer, reste attentif.

En définitive, ces élections à la Municipalité zurichoise marquent le retour des socialistes à l'Exécutif, la présence de deux femmes, le triomphe des deux candidats du cartel syndical, l'échec des radicaux divisés, la réélection du candidat évangélique, considéré par beaucoup de «bourgeois» comme un écologiste parce qu'il ne célèbre pas le culte de la voiture privée, et enfin le maintien, hors de l'Exécutif, des candidats des petites formations de droite et de gauche.

La majorité «bourgeoise», confirmée à l'Exécutif,

A. G.

ne disposera plus de la majorité absolue au Législatif. La chute est brutale: les quatre partis de la coalition perdent douze sièges et n'en auront plus que 56 (sur 125). La perte socialiste, relativement faible cette année, confirme une tendance (il disposait encore de 50 sièges en 1978). Quant à l'Action nationale, elle retrouve ses positions de 1974.

L'effritement des grandes formations politiques est également constaté à Winterthur, sans que l'on puisse parler de triomphe de l'Action nationale et des «Verts». A l'Exécutif, les socialistes retrouvent un troisième siège perdu il y a vingt ans. Le président radical de la ville, élu pour la première fois à cette époque sans concurrents, n'a pas atteint la majorité absolue. Au Législatif, on constate les mêmes tendances qu'à Zurich ville; l'Action nationale améliore sérieusement ses positions par rapport à 1982, sans récupérer toutefois ses sièges de 1974. Dans les deux villes, les «Verts» apparaissent.

Quant aux expériences de «Zürivision», il faudra bien y revenir: à l'occasion des élections communales dans la ville de Zurich une plus grande transparence nous a été offerte, donc une leçon de civisme.

C. F. P.

CONVENTION SYNDICALE

Difficultés du Syndicat du livre et du papier à faire digérer à ses membres la convention d'entreprise passée avec l'imprimerie autogérée Ropress, de Zurich. Les salaires prévus sont inférieurs aux salaires de la branche. La convention, considérée comme une affaire locale, n'a pas été soumise aux instances centrales. Au surplus, on y trouve une demande d'offres pour l'impression du journal fédératif, après la fusion de l'hebdomadaire en langue française *Le Gutenberg* avec celui en langue allemande *Helvetische Typographia*.

PARTI RADICAL

Double langage

C'est Willy Linder, grand patron de la rédaction économique de la *Neue Zürcher Zeitung*, qui le rappelle (26 février 1986): le Parti radical suisse, dans son programme, se reconnaît dans l'économie de marché, un système caractérisé par la décentralisation des décisions et un large éventail de choix pour le consommateur comme pour le producteur. La liberté de l'entrepreneur ne doit pas être entravée par un réseau trop dense de réglementations publiques. Priorité à la concurrence qui assure la coordination des décisions individuelles. Et, en bonne logique, le Parti radical demande que la révision de la Loi sur les cartels assure le bon fonctionnement de ce principe, notamment en définissant avec précision les pratiques dommageables et en intégrant dans la loi des phénomènes qui ont gagné en importance comme les concentrations d'entreprises et les recommandations de limitation de la concurrence. Le Parti radical reconnaît ainsi que la liberté économique peut être mise en péril par des cartels et d'autres organisations analogues

qui abusent de leur pouvoir. Voilà pour les déclarations.

Le rédacteur de la *NZZ* constate que, lors du débat parlementaire, la plupart des députés radicaux ont de la peine à respecter ces principes. La Société pour le développement de l'économie suisse (SDES) s'est empressée de voler à leur secours dans son bulletin d'information (février 1986): ces «députés favorables à l'économie» ont compris qu'il ne fallait pas pousser trop loin la théorie et tenir compte de la réalité. Colère de la *NZZ* contre ce double langage: refuser une intervention légale dans le domaine de la concurrence, au nom du moins d'Etat, c'est en fait tolérer des accords privés de type cartellaire qui vont limiter la liberté des acteurs économiques. Et le rédacteur d'appeler à la rescousse de récentes publications du Vorort à la louange de la concurrence pour rassurer les députés bourgeois qui se sentiraient désorientés par les propos équivoques de la SDES.

Laissons le camp libéral régler ses comptes et mentionnons pour mémoire que la gauche parlementaire, une fois encore, a appuyé le Conseil fédéral dans sa volonté de rendre efficace la Loi sur les cartels. Ce que la *NZZ* se garde bien de relever.

PARTI SOCIALISTE

La santé ne fait pas la une

Septembre 1984, large diffusion d'une nouvelle par l'ensemble des médias helvétiques: le Parti socialiste suisse a des dettes criantes. Aujourd'hui, les comptes sont rééquilibrés; ça n'intéresse personne.

Le Comité central du PSS a approuvé les comptes 1985 à l'intention du prochain congrès. Le bouclement fait ressortir un excédent de recettes de 79 000 francs (sur un total de recettes de plus de 1,6 million) après couver-

ture des déficits des années précédentes. Les membres du PSS ont versé des dons pour un total de 130 000 francs, ce qui a fortement contribué au résultat réalisé. L'assainissement est en bonne voie à condition de maintenir la politique financière de rigueur. Où trouver ces chiffres? Quelques journaux alémaniques (par exemple, la Berner Zeitung, la Neue Zürcher Zeitung, le Tages Anzeiger) et romands (La Liberté/Le Courrier) les publient. Les autres estiment sans doute l'information insuffisamment spectaculaire. La menace d'une faillite seule permettrait d'en tirer de gros titres.

Contre-vérités

«Y a d'la joie!

Bonjour, bonjour, les hirondelles!

Y a d'la joie...»

Dame Marinette Paschoud, capitaine SCF, dont je parlais ici même (DP 806), vient d'entrer au comité de la Société vaudoise des officiers.

Par ailleurs, elle vient de faire paraître dans *Le Pamphlet* (libelle d'extrême-droite, Dieu merci presque illisible, les rédacteurs parlant le français comme moi le bas-breton) un article du plus haut intérêt, où, à la suite d'un certain Henri Roques et du célèbre Faurisson, elle examine le «problème» des camps d'extermination. Le sujet n'est pas nouveau, mais c'est la démarche qui est ici remarquable:

S'appuyant entre autres sur le fait que le SS Kurt Gerstein affirme avoir visité trois des quatre camps principaux d'extermination, mais que dans l'une de ses déclarations, il prétend n'avoir pas visité Sobidor, alors que dans une autre, c'est Maïdanek qu'il n'a pas vu;

— sur le fait que Hitler et Himmler auraient visité Belzec le 15 août 1942 — «or, il est historiquement prouvé qu'il s'agit là d'une contre-vérité»;

— sur le fait que certains témoignages parlent de tas de chaussures de 35 à 40 mètres de hauteur, alors que d'autres s'en tiennent à 25 mètres; elle conclut que l'existence des chambres à gaz peut être légitimement mise en doute...

Il est à souhaiter que la démarche de Dame Marinette, sa manière de raisonner, se généralise, ou dans tous les cas soit plus souvent utilisée, car elle me paraît riche de potentialités fructueuses. Exemple: le président Kennedy.

En somme, on ne sait toujours pas s'il y a eu un tueur ou plusieurs tueurs; si un ou deux coups de feu, ou plus, ont été tirés, etc. Concluons donc

hardiment que Kennedy n'a jamais été assassiné et que sans doute il vit toujours, peut-être en compagnie de Bébé Doc et de Marcos!

Autre exemple: Jésus.

Mathieu nous rapporte (chapitre XXVII) que sur la Croix, Jésus crie: «Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'avez-vous délaissé?», ce qui est aussi la version de Marc (chap. XV), cependant que Luc tait ces mots bouleversants, mais lui prête d'autres paroles («Mon Père, pardonnez-leur...» «... vous serez avec moi dans le paradis» et «Père, je remets mon esprit entre vos mains»). Enfin Jean: «Femme, voilà votre fils» (s'adressant à Marie); «J'ai soif» et «Tout est consommé».

Tout cela est bien connu, mais aujourd'hui, grâce

LES CAHIERS VAUDOIS

«Nous nous sommes bien amusés» (Paul Budry)

Evidemment, l'affiche est impressionnante: Ramuz, Gilliard, Budry, Bischoff, Ansermet, Auberjonois, Morax, les deux Cingria, Chavannes, Roorda, et la liste n'est pas close. Ajoutons-y les grands hôtes, à commencer par Strawinsky, sans oublier peut-être la tragi-comique visite de Claudel.

Etoiles de première grandeur et constellations plus modestes, tous arts confondus (une des ambitions des Cahiers Vaudois) et cela donnera L'Histoire du Soldat. Musique, chansons, décors, peinture, littérature, marionnettes, les petits et les grands genres, tous aussi confondus. Et hommage à Werner Reinhardt, grand maître dans l'art difficile du mécénat, digne représentant de cette finesse racée dont sont souvent dotés nos compatriotes alémaniques. Qu'on pense aux premiers admirateurs de René Auberjonois: ils n'avaient certes par l'accent vaudois!

à Dame Marinette Paschoud, nous savons ce qu'il faut en penser: selon toute vraisemblance, Jésus n'a jamais été crucifié — et le récit biblique est une *Greuelgeschichte* de plus, racontée par les Juifs, probablement, pour ternir d'honnêtes aryens...

Etc., etc.

J. C.

AMENDE HONORABLE?

M. P. Uebersax se plaint dans *Blick* (27.2) du comportement de douaniers du poste de Perly (GE). Transportant un peu de viande non déclarée à son retour d'Espagne, il a dû payer une amende de 20 francs. P. Uebersax serait-il Peter Uebersax, rédacteur en chef du quotidien zurichois?

Georges Duplain¹, d'une plume alerte, nous conduit sur les champs de bataille où se sont livrés les «gais combats» des garçons des Cahiers. Humour et érudition mènent la danse; une époque (14-18) nous est livrée, avec ses goûts, ses odeurs, ses humeurs, ses chants et ses angoisses, une époque où, à vrai dire, se livraient en Europe d'autres combats moins gais. L'exigence de rigueur n'a jamais faibli chez les collaborateurs des Cahiers, même si ce n'est pas là que leur œuvre a réellement éclaté (Ramuz) ou si, comme pour Budry, les Cahiers semblent avoir étouffé une voix dont le chant ravit chaque fois qu'il veut bien s'élever.

Qu'on me permette un souvenir d'adolescence: L'Histoire du Soldat, c'est, pour moi inoubliable, l'étonnante voix métallique de Marcel Herrand, le Diable dans un enregistrement que possédait mon père. Je ne peux plus guère entendre «un violon, un petit violon» sans avoir immédiatement dans l'oreille ce timbre très particulier, qui eut pour moi, l'espace de quelques années, l'évidence même de la diabolie.

Catherine Dubuis

¹ Georges Duplain, *Le gai combat des Cahiers Vaudois*, Ed. 24 Heures, Lausanne, 1985.

INDEX

Domaine Public 800-809

Seizième livraison de l'index (tous les dix numéros) des textes parus dans ces colonnes.

Cette semaine, DP 800 (12.12.85) à DP 809 (27.2.86).

ORGANISATION POLITIQUE, DÉMOCRATIE

- 800 (8). Inflation législative — Lois toisées (A. G.).
- 802 (3). Initiative — Question d'appréciation.
- 804 (8). Préventive — De la préventive à la question.
- 806 (1). L'aventure collective (A. G.).
- 806 (6). Initiative et contre-projet — Culture par 6 à 7 (Y. J.).
- 809 (3). Fiscalité — Amaigrissement pour 4 milliards (A. G.).
- 809 (6). L'invité de DP — La démocratie se muscle (Philippe Bois).
- Cantons, communes*
- 800 (5). Haut-Simmmental bernois — Sous le même toit.
- 800 (6). Elections — Pot-pourri bernois.
- 801 (8). Information «collectivités locales» — Source d'inspiration.
- 802 (8). En bref — Echos zurichois.
- 803 (3). Constitutions cantonales — Nouveautés 20^e siècle.
- 804 (2). Logement genevois — En avant toute, dans le brouillard (J. D.).
- 804 (5). (Rétro)prospective — Vingt ans plus tard.
- 806 (5). Veltheim — Carrière sans surprise.
- 806 (8). Berne — Arithmétique électorale.
- 806 (8). Logement genevois — En finir avec les privilèges (J. D.).
- 807 (5). Obwald/Nidwald — Renouveau printanier.
- 807 (5). Zurich — Un effritement programmé.
- 808 (3). Partis bernois — Les moyens de leur politique.
- 809 (2). Revenus cantonaux — Les battants et les loueurs de boîtes aux lettres (A. G.).
- 809 (5). Atlas — Coup d'œil sur les régions.

Décentralisation

- 802 (4). Décentralisation administrative — 1. Confédération — Ça peine pour les transferts.
- 802 (6). Décentralisation administrative — 2. Jura — En connaissance de cause (A. G.).

Défense nationale

- 807 (2). Défense nationale — Les pros anti-menace.
- 808 (8). Base de discussion.
- 808 (8). Défense nationale — «Initiative-débat» (J. D.).

Etrangers

- 800 (3). Tiers monde — L'expérience du hasard.
- 801 (1). Priorité aux naturalisations (A. G.).
- 805 (6). Droit d'asile — Propositions concrètes.
- 808 (2). Etrangers à Genève — Bernard Ziegler au pied du mur.
- 808 (7). Démographie — L'indispensable apport étranger (A. G.).

ONU

- 805 (6). ONU — Combat de chefs.
- 805 (6). ONU — Guerre et neutralité.
- 807 (1). Partis pris (W. L.).
- 808 (4). Suisse-ONU — L'enjeu économique (Y. J.).

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

- 801 (4). Droits sur les carburants — Le pactole pour les autos, l'obole pour les écolos.
- 806 (2). Politique économique — Y en a plus comme nous (Y. J.).
- 807 (6). Entendu — A partir d'un «postulat-gag» (Albert Tille).
- 807 (8). Aide au développement — Supermarché équitable.
- 809 (1). Les conditions de l'autonomie (J. D.).
- 809 (4). Palmarès: Suisse libéralissime (Y. J.).

SECTEURS ÉCONOMIQUES

- 800 (1). L'étaïn-symbole (Y. J.).
- 800 (2). Dossier de l'étaïn — La Suisse et l'étaïn.
- 803 (8). Le dernier Quartier — Sillons-fictions.
- 804 (4). Agro-chimie — Sandoz sème à tout va.
- 805 (1). Jeux d'argent (Y. J.).
- 805 (5). Bonne action — Arnold-Zorro: toujours prêt.
- 809 (8). Nouvelles technologies — Culture et informatique (J. G.).
- Banques*
- 807 (7). Pionniers — Un autre rapport à l'argent.
- 809 (7). «Epargne 3» — Le fisc et la grâce.

ENVIRONNEMENT, INFRASTRUCTURE

- 801 (3). Service géologique fédéral — Difficile accouchement (M. B.).
- Aménagement du territoire*
- 801 (2). Aménagement — C'est le sol qui manque le moins.
- 806 (5). Résidences secondaires — Coopérer pour donner la vie.
- Déchets*
- 805 (8). Environnement — Le franc du déchet.
- 807 (2). Moins d'Etat — Poubelles (ir)responsables.

Energie

- 800 (2). Energie — Près de 24% d'économie.
- 803 (5). Economie d'énergie — Action multiforme et durable.
- 805 (8). Nucléaire — Dates et chiffres (M. B.).
- 807 (8). Economie d'énergie — Investissement rentable.
- 809 (3). Economie d'énergie — A l'affût des aberrations.

Transports

- 802 (1). Les bâtisseurs de pyramides (W. L.).
- 803 (4). Simplon — Paris-Milan et retour en TGV (V. R.).
- 803 (6). Genève — En avant sous la rade.
- 806 (4). Corsy-Perraudettaz — Plus de 25 ans et ce n'est pas terminé! (V. R.).
- 806 (4). Corsy-Perraudettaz — Sortir de l'impasse (V. R.).
- 807 (4). Rail 2000 — Composition de train (A. G.).
- 808 (5). Simplon — Cantons romands solidaires (V. R.).

SANTÉ, POLITIQUE SOCIALE

- 800 (4). Perfectionnement professionnel des chômeurs — Des mesures fédérales à perfectionner.
- 805 (4). Génétique — In vitro veritas.
- 805 (5). Médecine — Droits des patients.
- 808 (1). Entre adultes consentants (F. B.).

3^e pilier

- 801 (5). Prévoyance-vieillesse — Merci pour le cadeau!
- 803 (2). Courrier du troisième pilier — Indépendants et salariés (A. G., Jean-Luc Seylaz).

Egalité

- 805 (3). Hommes/Femmes — Egalité «à la baisse».
- 806 (6). Hommes/Femmes — Egalité de traitement.
- 809 (6). Egalité hommes/femmes — Recrutées avec le sourire.

Enseignement

- 802 (2). Réformes scolaires — «Pour l'enseignement de l'avenir».
- 803 (5). Réformes scolaires — Enseignement de l'avenir (suite).

Invalidité

- 804 (1). Rente valide (F. B.).
- 805 (7). Assurance invalidité: précisions.

Syndicats

- 804 (3). A Genève, on rénove.
- 804 (3). Travail — A nouvelles technologies, nouveaux syndicats.
- 806 (3). Vision syndicale — L'air des régions.
- 808 (2). Convention horlogère — Discours et réalité.

COMMUNICATION

- Echo des médias: 800 (5), 802 (3), 803 (3), 805 (7), 806 (6), 807 (8), 808 (8), 809 (5).

Langage

- 805 (2). Sommet de Paris — La Suisse francophone (A. G.).
- 805 (3). Langues — Eviter l'explosion (C. F. P.).
- 807 (3). Sommet des pays francophones — Eviter la colonisation (V. R.).
- 808 (6). Pluralité linguistique — Structures à découvrir (C. F. P.).
- 809 (8). Luxembourg — Emergence d'une langue nationale (C. F. P.).

Presse, TV

- 800 (3). Socialisme religieux — Point de repère.
- 800 (8). Pour citoyens majeurs.
- 801 (6). Courrier — Dérapage matinal (Gérard de Rham).
- 801 (6). Dérapage matinal — Double viol.
- 803 (1). Cacades en cascade (J. D.).
- 803 (4). Influence de l'audio-visuel.
- 804 (8). Presse — Les derniers mots d'un condamné.
- 809 (6). «L'invité de DP», pourquoi?

DIVERS

- 801 (5). Note de lecture — Un homme, deux itinéraires (C. F. P.).
- 801 (7). A l'écoute des signes — Modes de vie (Catherine Dubuis).
- 801 (8). Jean-Claude Pignet — La philosophie en pays romand (E. B.).
- 802 (8). Voyages — Sept récits venus du froid (Catherine Dubuis).
- 803 (8). Exposition — L'important, c'est de rêver (Catherine Dubuis).
- 804 (6). Biographie — Auberjonois raconté par son fils (Catherine Dubuis).
- 804 (7). Photographie — Un lieu surréel (A. G.).
- 807 (6). Humeur — Quand l'entreprise va (Catherine Dubuis).

Criminalité «câblée»

Les possibilités d'abus croissent au même rythme que le développement de l'informatique dans l'économie et dans l'administration.

Les spécialistes distinguent plusieurs formes de délits. Le plus fréquent passe par la manipulation des données dans un but d'enrichissement. Dans 15% des cas connus le délit consiste dans un vol de temps: l'ordinateur est utilisé indûment dans un but privé; le vol de programmes est plus fréquent (28%). Il faut encore signaler le sabotage qui va de la falsification des données à la destruction des machines (hardware).

Dans ce domaine le chiffre noir est considéré comme élevé; les cas connus ne représentent que la pointe de l'iceberg. Un expert américain a répertorié 849 cas jusqu'en 1981 dont la plupart ont occasionné des dommages de 50 000 à 100 000 dollars. L'Association des avocats américains, après enquête auprès des principales entreprises d'outre-Atlantique, de l'Administration fédérale et des ministères publics de tous les Etats de l'Union, a

constaté des dommages de deux à dix millions de dollars par cas. Si la volonté d'enrichissement reste le premier motif, elle est suivie par «le défi intellectuel». 77% des coupables étaient employés de l'entreprise lésée. En Europe, les chiffres connus sont plus modestes: 38 cas en Allemagne entre 1975 et 1982, 14 cas à Zurich entre 1969 et 1985. La prolifération des ordinateurs personnels n'arrange pas les choses. Avec un micro-ordinateur et un modem on peut, via le téléphone, entrer dans un réseau de données. Avec du temps et de la patience, de la débrouillardise aussi, il est possible de satisfaire une curiosité sans limite. On se souvient de ces jeunes Américains qui, en 1983, ont réussi à forcer la banque de données d'un centre de recherche nucléaire du Pentagone.

Le Département fédéral de justice et police a mis en consultation un projet de révision du Code pénal qui vise à saisir ces nouvelles formes de criminalité. Cet élargissement de l'appareil répressif ne dispensera pas les entreprises, les administrations et les fabricants d'ordinateurs de prendre des mesures préventives. Mais là, l'imagination est aussi du côté des bricoleurs, farceurs comme criminels.

PRESSE ZURICHOISE

Auto-locations trop chères

Depuis l'introduction de sa nouvelle formule, au début de l'année — redistribution des matières et présentation plus aérée — le Tages Anzeiger propose quotidiennement une information économique plus développée, avec un dossier.

Ainsi mercredi 26 février le marché de la location de voitures est passé au peigne fin. On y apprend que les grands de la branche ont des accords sur les tarifs pratiqués (Herz, Avis, Europcar, Interrent), ce qui leur a permis de

procéder à des hausses de 43% en cinq ans (inflation: 20%). Budget, qui refuse de participer à de tels accords, propose des prix inférieurs de 15%.

Le client suisse est particulièrement étrillé par les grands de la location: une Opel Kadett, sans limitation kilométrique, coûte 157 francs par jour chez Interrent; la filiale allemande de la même société ne demande que 82 francs.

La nouvelle formule du Tages Anzeiger ne fait d'ailleurs par l'unanimité. C'est le journal lui-même qui, sur une pleine page, a publié les appréciations critiques d'un journaliste du Spiegel et de Roger Schawinski de Radio 24.

Deux listes régionalistes

Est-ce une surprise? Deux listes du «Mouvement Région Savoie» ont été déposées dans les départements savoyards pour les élections au Conseil de la région Rhône-Alpes! Une confirmation de ce que nous écrivions en 1984 (DP 728). En Savoie historique, des militants cherchent à échapper à l'orbite des trois centres «rhônalpins»: Lyon, Grenoble et Genève.

Depuis quelques années, l'Association des Savoyards de Savoie publie un très intéressant journal trimestriel, La Savoie savoyarde. Dans son dernier numéro (12), il fait campagne pour la liste régionaliste. L'éditorial, signé Stéphane Mériguet, pose exactement les dimensions du mouvement: «En mars prochain, vous trouverez deux bureaux de vote: l'un pour les législatives et vous pourrez exprimer votre opinion politique, l'autre où vous pourrez exprimer votre choix pour une gestion régionale; c'est dans ce dernier bureau que votre décision nous intéresse, car nous ne représentons aucun parti.»

Cette opinion nous intéresse aussi: les deux départements savoyards élisent 25 conseillers régionaux d'un conseil qui en comptera 151. En effet, la région Rhône-Alpes comprend huit départements, parmi eux celui du Rhône en tête, le moins peuplé, l'Ardèche et le département de l'Ain. La population de la région est légèrement supérieure à cinq millions d'habitants (la Savoie — Nord et Sud — en compte 819 000).

ERNEST BOLLIGER, PRÉSIDENT DU JURY

La *Berner Zeitung* a créé deux prix annuels — dont un destiné à un journaliste de langue française — pour améliorer l'information locale dans la presse suisse. Le jury sera présidé par M. Ernest Bolliger de Genève, que les lecteurs de *DP* connaissent bien.